

LOIRE ATLANTIQUE **les** **nouvelles**

Bi-mensuel édité par la Fédération du Parti Communiste Français - N° 567 - 24 Septembre 1992 - Prix 2,50 F

SOMMAIRE

REFERENDUM	2	• 18 OCTOBRE CHATEAUBRIANT	6
• FETE DE NANTES		• NOUVEAU COUP CONTRE L'EMPLOI	
• FETE DE L'HUMA 92	3		
• RETOUR D'AFRIQUE DU SUD	4-5	• MAISON POUR PERSONNES AGEES A TRIGNAC	7

UNE FORCE QUI COMPTE

Plus que jamais le chantier d'une autre Europe, conçu par et pour les hommes est ouvert. Un Français sur deux a voté NON, et il a eu quelque mérite, à un traité conçu par et pour les milieux financiers. Le Président de la République, le Gouvernement, ceux qui prétendent demain diriger le pays, le C.N.P.F., la télévision, la radio, la presse, quasi unanimes, ont jeté toutes leurs forces d'un seul côté. Celui du OUI. Au chantage, au chaos monétaire, à l'utilisation du Front National comme repoussoir du NON et rabatteur pour le OUI, s'est ajoutée une outrancière censure à l'égard du NON de Gauche, développé par le Parti Communiste Français. Dans cette situation le résultat constitue un choc politique qui ne peut laisser personne indifférent.

En quelques mois, que de chemin parcouru ! Après avoir contraint le Président de la République à accepter le référendum, le premier sondage donnait 25 % pour le NON. La vérité sur la réalité de MAASTRICHT a fait son chemin. Face à l'invective et aux calomnies des partisans du OUI, les Français ont montré qu'ils se laissent de moins en moins prendre par ce chantage. Le message sorti des urnes est bien une forte exigence à changer le cap de la politique de la France. Message contre le chômage, la pauvreté, l'inégalité, qui rassemble aussi bien des électeurs qui ont voté NON que de très nombreux électeurs qui ont voté OUI sous la pression.

Dans notre département, de M. GUICHARD à M. De COSSE BRISSAC, les députés, les Maires des grandes villes (à une exception près) tous appelaient à voter OUI. Que plus de 4 électeurs sur 10 se soient dans ces conditions prononcés contre MAASTRICHT, n'est pas moins important. Le résultat obtenu à MONTOR (dont Claude EVIN, conseiller municipal, appelait à voter OUI), à TRIGNAC, à SAINT-JOACHIM et à SAINT-MALO DE GUERSAC, conforte la force du NON de Gauche.

A lire les réactions des partisans du OUI, c'est le soulagement après l'inquiétude. Non seulement le triomphalisme ne leur est pas permis, mais l'avertissement sorti des urnes les contraint à la prudence sur l'application du contenu du Traité.

Pour leur part, les communistes ont choisi la voix du dialogue, de l'argumentation, de la réflexion. Ils ont montré que le Traité de MAASTRICHT ne fera qu'aggraver les problèmes auxquels les Françaises et les Français sont confrontés.

Le précédent numéro des « NOUVELLES » titrait : « RIEN N'EST JOUE ». Nous pourrions conserver aujourd'hui le même titre. La faible victoire du OUI laisse toutes leurs chances à celles et ceux qui agissent pour une autre politique de justice, de progrès et de paix en France et en Europe. La Force du NON leur donne des moyens pour repousser au fur et à mesure les mauvais coups contenus dans le Traité de MAASTRICHT aggravant à l'échelle de l'Europe la politique d'austérité qui sévit en France et qu'ils ont condamnée en Mars dernier.

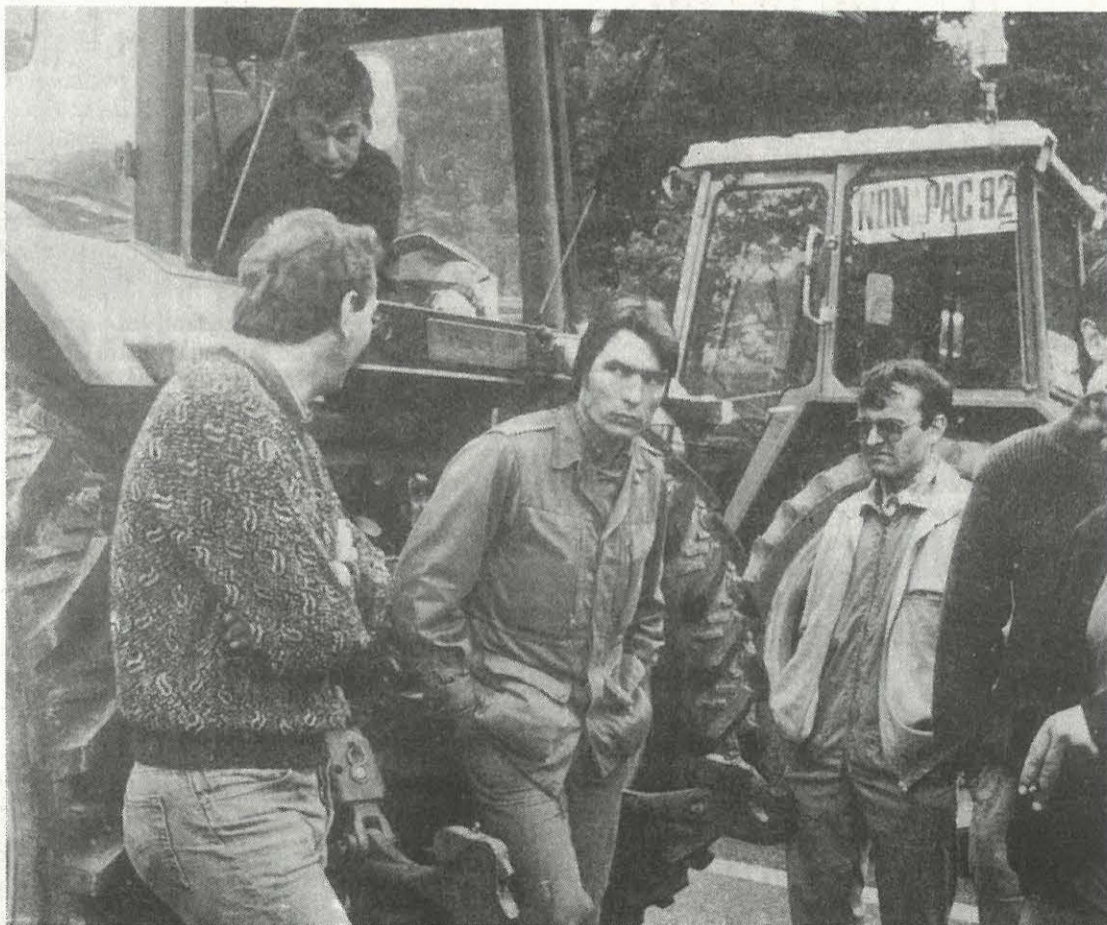
Les communistes, comme ils l'ont fait durant la campagne électorale, vont consacrer toute leur énergie à rassembler toutes celles et ceux qui veulent empêcher le retour de la droite au pouvoir, celles et ceux, quel qu'ait été leur vote de dimanche, qui aspirent à une Europe de progrès. Les résultats de dimanche dernier sont un véritable encouragement dans ce sens.

Gilles BONTEMPS
Secrétaire Fédéral
Membre du Comité Central

MALGRÉ LE CHANTAGE A LA CATASTROPHE, L'OPPOSITION AU PROJET DU POUVOIR DE LA DROITE ET DU GRAND PATRONAT S'EST EXPRIMÉE AVEC FORCE

LES FORCES VIVES DU PAYS, LES OUVRIERS, LES PAYSANS, LES VILLES ET LES RÉGIONS OÙ L'INFLUENCE COMMUNISTE EST FORTE ON DIT :

« NON »



En Juin, paysans en lutte contre le PAC.

Le pouvoir et la droite après le résultat du référendum

EFFET DU « NON »

La puissance du « non » incite l'Elysée à faire savoir qu'il pourrait revoir quelque peu la copie de la construction européenne version Maastricht.

Quant à l'UDF et au RPR, ils s'appuient sur le succès du « oui » aussi maigre soit-il, pour revendiquer leur retour aux affaires.

Avec 51,05 % des suffrages exprimés, le « OUI » l'a emporté de justesse, dimanche lors du référendum sur le Traité de MAASTRICHT.

Majoritaire dans 13 régions sur 22, dont le Nord-Pas-de-Calais, la Provence, l'Aquitaine et la Normandie, le « NON » a été le fait des forces vives du pays : ouvriers, employés, paysans... Il a été particulièrement fort dans les municipalités à direction communiste et sur les terres où les valeurs de gauche sont enracinées. Le verdict du peuple français crée une onde de choc qui conduit les partisans du « OUI » à admettre le caractère étriqué, voire aléatoire, de leur succès. Il constitue, d'ores et déjà, un point d'appui pour tous ceux qui souhaitent une autre politique.

COUP D'ŒIL SUR LA LOIRE-ATLANTIQUE

En Loire-Atlantique c'est le « OUI » qui l'a emporté avec 56,82 % des exprimés.

• Dans les villes dirigées par le Parti Socialiste, le « OUI » est en tête :

NANTES = 61,48 %

SAINT-NAZAIRE = 60,44 %

REZÉ = 60,78 %

SAINT-HERBLAIN = 62,84 %

CHATEAUBRIANT = 56,06 %, etc...

• Chez Olivier GUICHARD (LA BAULE) le « OUI » atteint 56,12 %. A GUÉRANDE, ville de Michel RABREAU (R.R.R.), il est de 58,47 % et à DREFFEAC (Jean de Baudinière) 56,52 %.

• Chez le Président du Conseil Général, à SAINT-MARS-LA-JAILLE, qui prônait le « OUI », le « NON » se porte bien avec 49,11 %.

• Là où le Parti Communiste est influent, le « NON » est fort, voir majoritaire, comme dans le canton de MONTOIR avec 50,91 %

MONTOIR-de-BRETAGNE = 54,7 %

SAINT-MALO-de-GUERSAC = 50,1 %

TRIGNAC = 52,2 %

DONGES = 46,6 %

Dans les grandes villes, le « NON » s'est bien comporté dans les quartiers populaires où le Parti Communiste est influent : Petit Caporal à SAINT-NAZAIRE, Bellevue, la Bottière, Vieux Doulon, etc... à NANTES.

• A la campagne, 11 cantons ont donné la victoire au « NON ». Et dans 4 de ces cantons, toutes les communes ont fait gagner le « NON ». Ce qui démontre, s'il en était besoin, l'hostilité du monde agricole à la politique de Bruxelles.

• Au CROISIC, le « NON » l'emporte avec 50,26 % et à BATZ-SUR-MER, le « NON » talonne le « OUI » avec 49,67 %. Dans ce secteur où le plan « Mellick », au nom de l'Europe, fait des ravages dans l'industrie de la pêche, où aucune solution, malgré les promesses, n'est apportée à ceux qui travaillent sur les marais, les réponses faites au référendum illustrent cette situation.

• Deux départements des Pays-de-Loire : la Sarthe et la Vendée ont dit « NON » à Maastricht.

Ils ont déclaré

Jean-Louis LECORRE

« Le non est le signe d'un mécontentement profond, les gens ne font pas confiance au Traité pour résoudre leurs problèmes d'emploi, garantir leurs acquis sociaux et leur pouvoir d'achat. En outre, si les moyens démocratiques avaient été donnés au PCF, sans nul doute le Non aurait pu l'emporter. Mais il n'a eu que 6 mn à la télévision pour donner son avis sur un référendum dont il fut dès le début le défenseur. Que Trignac et le canton de Montoir se soient prononcés pour le non démontre que les habitants de notre canton veulent absolument voir pris en compte leurs besoins et leurs aspirations. Ce référendum c'est un cri d'appel pour plus de justice, plus de fraternité et en même temps plus de paix ».

Gilles BONTEMPS

« Je me félicite de l'ampleur que prend le non à la politique de super-austérité contenue dans Maastricht. C'est un sacré point de marqué dans un département où la plupart des hommes du pouvoir en place ou de la droite ont mobilisé comme jamais en faveur du oui ».

Claude EVIN

est « heureux du résultat bien qu'un peu déçu de sa faible ampleur ». Il se réjouit que l'« Ouest du département et Saint-Nazaire en particulier, ait apporté un OUI clair et massif à la construction européenne ».

Cependant, les arguments de l'ancien ministre n'ont pas fait recette sur sa propre commune, puisque les Montoirines et les Montoirins ont voté à 54,7 % en faveur du « NON ».

Il en est de même chez sa voisine socialiste, disciple de Claude EVIN, Maire de SAINT-MALO-de-GUERSAC, où le « NON » est en tête.

Charbonnier n'est pas maître chez soi !

- NOUVELLES DE LOIRE-ATLANTIQUE PUBLICITÉ -
S.A.R.L. au capital de 50.000 F
Siège social : 41, rue des Olivettes
44000 Nantes
R.C.S. Nantes
N° SIRET 32151228700012
Code A.P.E. : 5120
Gérant : M. Maurice ROCHER
Rédacteur en chef : Jean PERRAUDEAU
Associés à parts égales :
MM. M. ROCHER, M. PRODEAU
J.-R. TEILLANT, Gilles BONTEMPS
PUBLICITÉ : Tél. 40.48.56.36
RÉDACTION : Tél. 40.89.72.28
TÉLÉCOPIE : 40.48.65.76

Imprimerie Marcel Delhommeau et Cie
85 LA CHAIZE-LE-VICOMTE - B.P.406
85010 LA ROCHE-SUR-YON CEDEX

SANS COMMENTAIRE

25 avril, le PCF a pris l'initiative d'une pétition en faveur de l'organisation d'un référendum sur le traité de Maastricht.

Le 12 avril, François MITTERRAND avait déclaré : « Je ne vois pas pourquoi j'irais compliquer les choses avec le référendum ».

Près d'un million de signatures contribueront à lui faire réviser ce point de vue.

FÊTE DE
NANTES



LA
BEAUJOIRE

1992

LA
21 et 22 NOVEMBRE



LA FORCE DES
IDÉES NEUVES

POUR SE RASSEMBLER

ET AGIR

Souscription pour la campagne
du NON au référendum

GRAND BAL POPULAIRE

organisé par la section de Nantes
vendredi 2 octobre 1992

à partir de 18 h 30

Salle BONNAIRE

1, rue Koufra à Nantes

Réserver votre soirée. Prix de l'invitation 20 F.

DIMANCHE 27 SEPTEMBRE
SALLE POLYVALENTE DE MONTOIR

à partir de 15 heures

THÉ DANSANT



avec l'orchestre « Ambiance Accordéon »

BON DE SOUTIEN donnant droit à l'entrée
sur présentation de cette carte : 30 F
Cellule Guy Môquet PCF Montoir

SOUSCRIPTION EN FAVEUR
DU « NON » DU PCF AU TRAITE
DE MAASTRICHT

Je
Verse

Nom : Prénom :

Adresse :

Somme Versée :

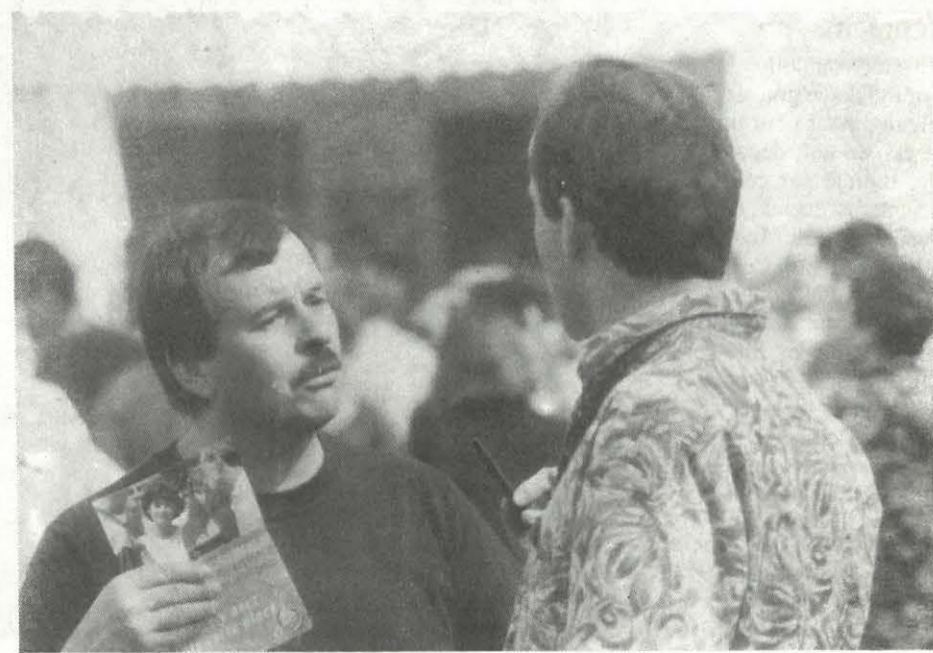
à l'ordre de Gilles Bontemps
CCP N° 4400-47 W NANTES - 41, rue des Olivettes
44000 NANTES

FÊTE DE L'HUMA 92 - FÊTE DE L'HUMA 92

Plein succès de la Fête, en dépit du silence des médias, la foule, immense et diverse, était au rendez-vous. Pour s'informer, échanger et débattre. Meeting imposant avec Pierre Zarka.



Le moins que l'on puisse dire, c'est que la Fête a une âme, qui renaît tous les ans de ses cendres, quelles que soient les circonstances, avant de s'évanouir à nouveau : une immense fenêtre ouverte sur les mouvements de la vie, du monde, de la création, de la pensée, de l'invention, du plaisir, de l'infinie diversité humaine. Cette ouverture aux autres est aujourd'hui la substance de l'identité communiste.



DERNIERES NOUVELLES D'AFRIQUE

LA SEGREGATION RACIALE N'EST PAS TOUT

RÉGIS ANTOINE, TU REVIENS D'UN SÉJOUR DE 3 SEMAINES EN AFRIQUE DU SUD ?

Oui, invité par une université antiraciste, dans la ville portuaire du Cap et, à 1500 km plus au nord, par des amis dans la zone industrielle de Johannesburg-Soweto.

ET ALORS ?

Eh bien la question aujourd'hui est moins raciale, moins politique même, que sociale. Je m'explique : c'est l'intérêt des conquérants européens qui avait fait exterminer les premiers indigènes ; puis à l'origine de l'esclavage des noirs des alentours, il y avait eu le profit capitaliste à ses débuts. Puis hier comme aujourd'hui, à 3500 mètres sous terre, dans les mines d'or (75 % de la production mondiale), que j'ai vu fonctionner, il y a eu, et on retrouve, la loi du profit fondé sur le salaire devenu maigre des blancs qualifiés, et surtout l'exploitation des noirs manœuvres. Grattez l'injustice raciale (on dépense 4 fois moins pour la formation d'un enfant noir que pour celle d'un enfant blanc), vous trouverez le capitalisme ! Autre chose : dans une vallée lointaine, aride, un jardinier homme de journée m'a dit être payé 3 fois moins que son équivalent du Cap, de même couleur mais proche des syndicats. Pas de quoi faire survivre une famille.

A la source même de l'apartheid auquel parfois la critique chez nous se limite, il y a le capitalisme. Car, prenez par exemple le cas d'un groupe « moyen » : celui des immigrants indiens devenus petits commerçants ; il y a 30 ans on les avait expulsés pour faire des zones blanches, on leur avait payé leurs maisons une bouchée de pain. Aujourd'hui que tout le monde a le droit théorique de se balader, de s'installer partout, ces familles chassées n'ont financièrement pas les moyens de retrouver leur maison, leur quartier. J'ai la photo des 24 « décideurs économiques de la semaine » : 23 blancs, un métis, pas un noir. J'ai vu fonctionner des séminaires de gestion, pour l'économie de demain : même si

le 1^{er} ministre que l'on choisira sera noir, même si on se décide à choyer une mince couche de bourgeois noirs pour faire l'opinion à la télé : les élèves sont tous blancs.

Fin de l'apartheid : pour s'adapter aux nécessités de l'heure, le sourire, l'ultra politesse blanche se généralisent. Encore que, du haut de mon bus, j'ai vu tabasser un mendiant sur le trottoir, sous les rires gras des trois autres voyageurs blancs, insoucieux du visage fermé de leurs voisins de couleur.

Fin de l'apartheid : jusque sous les portails des banques à 20 étages, les noirs les plus pauvres ont droit de vendre de la camelote ou mendier (il y a de rares mendiants blancs). Impressionnant.

On a droit maintenant de faire « l'acte d'immoralité » : c'est-à-dire l'amour, et pire, le mariage interracial, mais les groupes ethniques particularisés servent toujours de tampons entre les contradictions de classe : groupes zoulous, sothos, xhosas, pour les « tout noirs » ; puis blancs parlant l'afrikans (une sorte de vieux flamand, plus parlé que l'anglais) ; puis blancs de langue anglaise, puis métis parlant afrikans, enfin les malais musulmans. Alors les patrons (les boas, ou masters) y trouvent leur compte.

TU AS EU BEAUCOUP DE CONTACTS ?

Avec cinq secteurs d'opinion sur sept : fascistes blancs qui baissaient la tête quand je leur disais leur fait (leur cause est perdue) ; partisans du gouvernement en place de type chirakien, sur qui mes arguments portaient un peu, puis glissaient ; camarades du Parti pleins d'entrain, heureux de voir

actuellement grossir leurs rangs de milliers de jeunes ouvriers, d'organiser des meetings monstres pour les paysans sans terre ; supporters de la puissante A.N.C., qui, communistes ou non communistes, répondent et sourient quand on lève le poing ; enfin blancs libéraux, qui veulent une nouvelle Afrique du Sud non raciste, et démocratisée (mais pas trop rouge).

Je n'ai pas rencontré les jusqu'au boutistes du P.A.C., genre « la valise ou le cercueil pour les Européens ». Quant aux jeunes (500.000 paraît-il) du parti fasciste noir conduit par Buthelezi, petit fils de roi zoulou, j'en ai entrevus à l'intérieur du ghetto de Soweto, eux en surplomb dans les baraquements pour célibataires, à 100 mètres de la maisonnette en contrebas où je prenais du repos chez une famille apeurée par ces tueurs-à-100-francs la victime.

LA VIOLENCE DONC ?

Le fossé est si grand, le retard social est si énorme qu'elle s'y engouffre à l'aise. Non seulement les morts de manifestations ; mais, bien plus nombreux, les assassinats politiques chaque jour. Sans compter les meurtres de droit commun. Sans compter les innombrables viols quotidiens, les victimes éplorées, affolées par la menace du sida, venant s'effondrer chez une amie. Ce qui fait que lorsqu'on arrive en un endroit, soit que du sang y a coulé la veille, soit que du sang y coulera le lendemain.

QU'EN PENSES-TU PERSONNELLEMENT ?

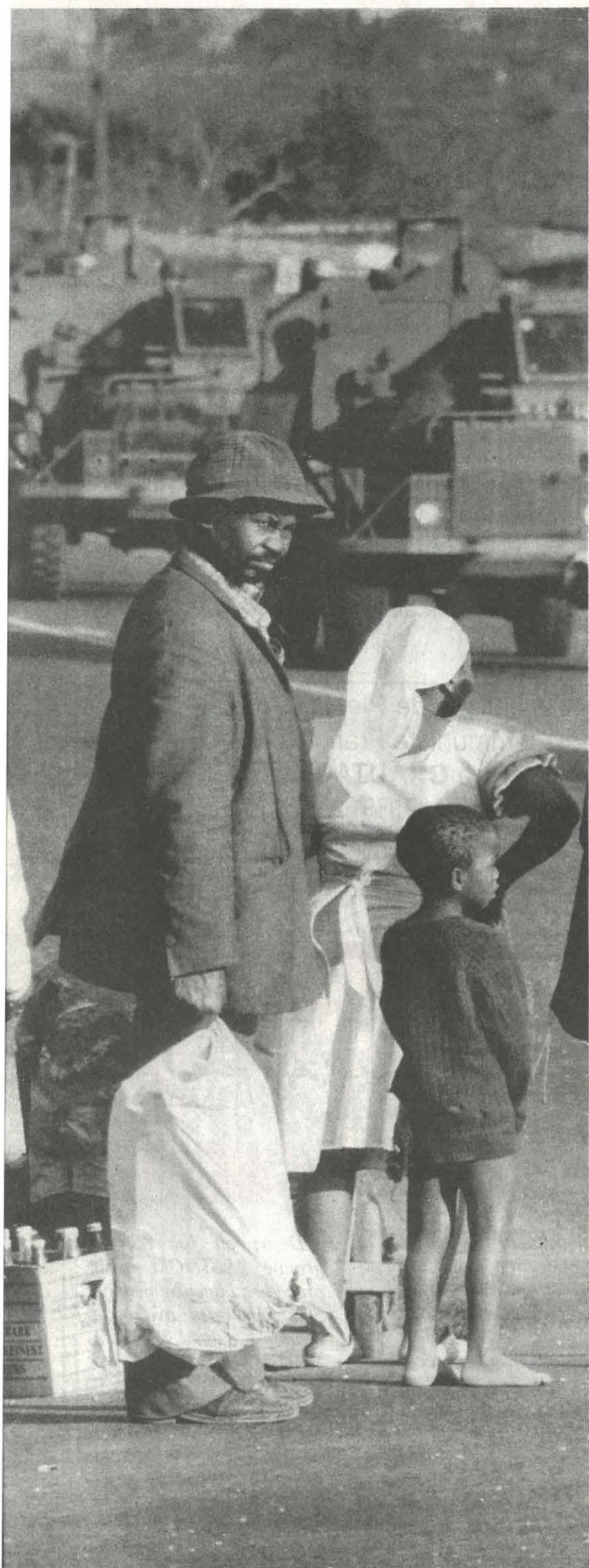
Eh bien, il faut voir loin : la violence extrême de ce gouvernement pourrait passer pour un record. Elle est, en fait, dépassée de par le monde par celle des banquiers internationaux, du G 7, de ce Fusil Mitrailleur Indirect (le F.M.I.) qui impose à l'Afrique et ailleurs des coupes dans les budgets sociaux. Nos banquiers et économistes libéraux, on ne le dira jamais assez, à la fois développent des secteurs économiques çà et là, et sont responsables pour partie DES 40000 MORTS D'ENFANTS DE PAR LE MONDE, chaque jour.

Donc ne nous horrifions pas seulement sur les « excès » locaux d'un régime : ces tueries



Femmes de l'ANC





d'Afrique du Sud, ces morts en prison, quotidiennes, et que les journaux comptaient cyniquement, librement, durant mon séjour, ne feront pas oublier la responsabilité morale universelle de ceux qui chez nous militent pour le libéralisme, ou le soutiennent.

Revenons aux immenses bidonvilles où il n'y a ni métro, (mais des trains de banlieue où l'on tue), ni boulot (car 58 % de chômeurs), ni dodo (car les nuits sont dramatiquement ponctuées de crie). Les bidonvilles donc, dans certaines régions, ne sont pas des taches sur le sol, mais par leur étendue infinie de tôles, ils constituent l'épiderme même de la terre. Celui de Soweto, avec ses annexes d'Orlando et Alexandra, a 3 millions de résidents et squatters ; et combien a celui de Khayelisha, dont le nom et l'apparence semblent venir de l'Inde ? Je logeais chez un poseur de canalisations, concrètement informé, et désolé de l'absence d'une politique d'ensemble d'équipement.

L'AVENIR ?

Il y a l'hypocrisie du gouvernement, dont les plus hauts responsables policiers arment les fascistes. Il y a les Américains qui font de même, (d'après la presse des E.U.) mais voudraient un premier ministre noir de droite, qui refuserait aussi bien la hausse des salaires que la réforme agraire (des fermes viticoles de 24 millions de francs ; domaines d'élevage de 300 hectares ; somptueuses exploitations à autruches, grandes villas qu'achètent des industriels russes, copains nouveaux riches d'Eltsine). Il y a le gâchis, la corruption, les marchés bidons qui plantent par exemple des dizaines de sanisettes vertes sur une colline que jamais personne n'habitera... Dans ce cas les fausses factures n'ont pas d'odeur...

Il y a les jeunes blancs qualifiés qui émigrent ; des grandes fortunes qui se transplantent à l'étranger ; les fermiers atteints par la sécheresse qui quittent le pays. Ne restera-t-il plus que les « petits blancs » ?

DANS L'IMMÉDIAT, L'ENJEU OPPOSE LE GOUVERNEMENT ET L'A.N.C. ?

Le processus le meilleur serait une alternance de négociations et de journées de grève générale, qui politiseraient, feraient mûrir

les consciences, en remplaçant le chaos capitaliste par l'organisation impressionnante des trois alliés : A.N.C., Syndicat COASATU, Parti Communiste. Car l'économie étant aujourd'hui au plus bas, ces trois forces accepteraient un système faisant sa place à l'initiative privée, mais non pas une situation catastrophique héritée du libéralisme.

CE FUT UN SÉJOUR DE RÉFLEXION, UNIQUEMENT ?

Non, il reste la beauté du port du Cap, don l'aménagement pourrait servir d'exemple par chez nous... La splendeur des étendues botaniques, les oiseaux de mer dans le croisement de deux océans, à une des « extrémités » de la terre ; les animaux sauvages qui viennent comme à la rencontre du promeneur : pintades, babouins, baleines, phoques, antilopes, et l'inévitable autruche. Dans leur écrin de montagnes désertiques, les casinos de la Cité du Soleil et de la Cité Perdue, plus fantastique que Las Vegas, et si loin des buildings de Johannesburg ou de l'architecture fasciste de Prétoria.

Si on ajoute le tourisme pour millionnaires (abattre un vieux lien préalablement désigné,

pêcher au gros dans une des zones les plus poissonneuse du monde, se payer des diamants, survoler en hélico les grands crus « blanc de blanc » et « blanc de noir », contempler des danses de tribus, spéculer sur l'ivoire en profitant de ce qu'on abat en Afrique australe un surplus d'éléphants qui nourriront un petit peu les populations), disons qu'une République d'Afrique du Sud renouée de fond en comble aurait, aura des handicaps terribles, mais des atouts importants.

Comme disent le Parti et l'A.N.C., l'avenir, ce n'est pas une meilleure répartition éventuelle des biens sociaux après qu'ait été accomplie la croissance économique (ce qui constitue la doctrine trompeuse des socio-démocrates, un peu partout dans le monde) ; l'avenir c'est au contraire décider d'abord une répartition équitable pour les millions de pauvres d'aujourd'hui, une redistribution structurelle qui servira d'entraînement par un développement économique général.

N.B. : On pourra lire ailleurs certaines (pas toutes) de ces remarques, mais un rapport fraternel nous unit spécialement aux Nouvelles de Loire-Atlantique.



NON, PLUS D'HOMMAGE A PETAIN

A différentes reprises, ces dernières années, les membres du bureau de la section nazairienne de l'ANACR (association nationale des anciens combattants de la résistance) ont élevé une protestation solennelle contre le dépôt d'une gerbe, tous les onze novembre, au nom du président de la République, sur la tombe de Pétain, à l'île-d'Yeu.

Ils rappellent à nouveau, que Pétain assassina la République à Vichy en 1940, que sa police et sa milice pourchassèrent les juifs, arrêtaient et torturaient les résistants ; qu'il fut condamné à mort pour trahison et collabora-

tion avec l'ennemi en temps de guerre par la haute cour de justice (peine commuée par De Gaulle en détention perpétuelle à l'île-d'Yeu).

Ils souhaitent vivement que, dès cette année, soit mis fin à ce dépôt de gerbe sur la tombe de l'ex-maréchal Félon, dépôt qu'ils considèrent comme une insulte à tous les résistants tombés dans les combats contre l'occupant.

Ils demandent à tous les groupements patriotiques et républicains de s'associer à leur démarche.

RETRAITÉS CGT : COMBATIFS

Ils étaient près de dix mille, les retraités à la fête de la CGT, dans le parc de la Gourmerie, à Saint-Herblain.

Maurice Piconnier, Albert Labarre, les autres dirigeants, et tous ceux qui ont mis la main à la pâte pour son succès, pouvaient être satisfaits. C'était une belle et grande fête.

Les restaurants ont été rapidement « dévalisés », malgré un approvisionnement en hausse. Et bon nombre de participants furent bien contents lorsqu'ils purent trouver un sandwich.

Devant une foule attentive, Joannes Galland, président de l'Union confédérale des retraités CGT appelait à agir pour la garantie des retraites et montrait combien « Maastricht » est un

danger réel pour la protection sociale, l'avenir des retraites et des retraités. Il soulignait le scandaleux rapport « d'experts européens » qui suggère « les retraités qui auront assez pour vivre resteront en France. Les autres seront priés de s'installer dans les pays pauvres du sud européen ». L'appel à voter « Non » à Maastricht était entendu.

La partie artistique était assurée par Annie Cordy. L'ambiance était là et la chanteuse mérita bien les applaudissements pour sa bonne humeur et son talent.

Une délégation de la Fédération du PCF, conduite par Gilles Bontemps était présente à ce rassemblement.

LE 22 OCTOBRE 1941 CHATEAUBRIANT

27 patriotes tombaient sous les balles des nazis



51^{ème} ANNIVERSAIRE

Dimanche 18 Octobre
1992

à Châteaubriant

9 H 30 Cérémonie de la Blisière devant la stèle.

13 h 45 Départ du cortège place du Général de Gaulle (face au château) pour la cérémonie dans la carrière.

*Cérémonie sous la présidence de Maurice NILES
Président Délégué de l'Amicale Châteaubriant -
Voves-Rouillé.*

**Avec les interventions de Pierre ZARKA
pour le Parti Communiste Français, et du
Révérend Père CHAUTAGNAT
pour la FNDIRP.**

Raoul DELFOSSE assurera la partie artistique.

NOUVEAU COUP CONTRE L'EMPLOI ET L'ACTIVITE DU DIESEL

69 suppressions d'emplois à St-Nazaire et 60 à St-Denis-Paris sont programmées.

Au cours d'une conférence de presse le syndicat CGT de la SEMT-PIEISTICK (ex-mécanique) dénonce le mauvais coup.

« Outre le fait qu'il porte un nouveau coup à l'emploi dans la localité, ce plan risque d'avoir des conséquences sur l'existence même de la S.E.M.T en tant que concepteur et constructeur du moteur Diesel.

La vente par ALSTHOM

de l'activité Diesel à MAN et MTU (Allemagne) constituait un événement inquiétant pour l'avenir de la marque S.E.M.T. et des emplois qui y sont liés.

Après 5 années de vie commune, la S.E.M.T. a perdu son autonomie et son

prestige international. Elle a aussi perdu des emplois.

Le chiffre d'affaire de la Société stagne autour de 1,2 milliard par la volonté des actionnaires.

Ceci est confirmé par le fait que chaque prise de commande est soumise à leur approbation.

Pendant ce temps, le rôle de concepteur de moteur de la S.E.M.T. s'effiloche.

La réduction importante du potentiel technique rend

quasiment impossible la conception totale de nouveaux moteurs.

Au niveau européen, le groupe MAN devient par les absorptions successives de B.W. et S.E.M.T. le seul grand constructeur.

De ce point de vue, on peut dire que la construction européenne est réussie.

Au niveau de l'emploi et de l'indépendance nationale, il n'en est pas de même.

Déjà, en fin 86, le groupe ALSTHOM avait procédé au licenciement de 500 personnes avant de brader l'activité Diesel à MAN-MTU.

Pour le personnel de l'ex-Mécanique et aujourd'hui de la S.E.M.T. l'Europe qui se construit est celle de la casse de l'emploi, de la perte du pouvoir d'achat, des remises en cause du statut social.

ST MALO : DEMOCRATIE BAFOUÉE

A propos de l'élection des grands électeurs pour le scrutin des sénatoriales, les élus communistes de St Malo de Guersac déclarent :

« Aujourd'hui, les Elus du Groupe Socialiste majoritaires ont pris la décision d'obstruer et de bafouer la démocratie.

Car la démocratie aurait voulu que les composantes du Conseil Municipal soient représentées à la proportionnelle de son nombre d'Elus : c'est-à-dire, sur 7 Elus Délégués Titulaires ayant le pouvoir de vote, 5 Elus Titulaires appartiendraient au groupe Socialiste et 2 Elus Titulaires au groupe Communiste.

Or, le groupe du Parti Socialiste a fait un tout autre choix ; celui de s'octroyer l'ensemble des Elus Délégués Titulaires, afin de s'assurer une avance électorale sur ces élections sénatoriales ; qui sont déjà peu démocratiques aux yeux du Peuple Français, surtout par un tel processus...

Nous osons encore espérer, en tant qu'Elus et surtout en tant que Citoyens de cette commune, que la DÉMOCRATIE reverra vite le jour dans notre municipalité ».

TRIGNAC : LA PERSÉVÉRANCE ET L'ACTION ONT PORTÉ LEURS FRUITS LA MAISON D'ACCUEIL ÉVOLUTIVE POUR PERSONNES AGÉES SERA CONSTRUITE

Il a fallu vaincre beaucoup d'obstacles pour qu'enfin la Maison d'Accueil pour personnes âgées voit le jour. Les élus de Trignac avec la population ont joué un rôle déterminant, comme le montre ci-dessous,



Pose de la première pierre.

Michèle Picaud Maire-adjointe aux personnes âgées. Les travaux devraient pouvoir débuter vers la fin du premier trimestre 1993.

La future Maison d'Accueil pour Personnes Agées sera construite à proximité immédiate du bourg, le long du stade de rugby dans une zone en cours d'urbanisation. Elle se situera dans un ensemble vivant, animé au milieu d'une population jeune et d'espaces verts.

Elle comportera 64 logements et disposera d'un espace accueil et d'administration, une zone de vie communautaire et de restauration, d'un secteur de consultation et de soins, et d'un ensemble de services généraux et cuisine. Elle sera ouverte sur son environnement et prendra toute sa place dans la vie et l'animation de la commune.

La MAEPA de TRIGNAC sera l'équipement le plus important que la commune n'ait jamais envisagé.

Historique du dossier

Les premières enquêtes du Département et de la Commune remontent à 1985. Puis de très nombreuses démarches administratives ont eu lieu auprès de la DDASS, DISS et DDE.

1990-1991 - difficultés particulièrement vives : les services de l'Etat voulant remettre en cause le projet de TRIGNAC.

La population informée a aussitôt réagi et lors d'une première rencontre à la salle D. September, 100 personnes décident de se mobiliser et d'informer toute la population en faisant signer une pétition exigeant que les moyens financiers soient donnés à la future MAEPA.

En un week-end, 2.800 signatures sont recueillies et le lendemain en car, anciens, jeunes et élus se sont rendus en délégation chez Monsieur le Sous-Préfet de Saint-Nazaire.

Après toutes ces difficultés, report du dossier avec la CRISM : on voulait nous intégrer dans une nouvelle structure lancée au sein de l'agglomération.

Par délibération du 27 février 1992, le Conseil Municipal a lancé un appel de candidature en vue d'un concours de concepteurs portant sur l'étude et la réalisation de la Maison Accueil Evolutive pour Personnes Agées « Camille Claudel ».

Trois projets proposés par 3 cabinets d'architectes, un jury a retenu le projet du Cabinet LAIDI et CHATEIGNER.

Le Conseil Municipal réuni en sa séance du 14 août 1992 a entériné cette proposition.

Michèle PICAUD

ANNIVERSAIRE



jusqu'au 31 octobre

CUISINES
SCHMIDT

Alain GREGOIRE - 48 bd Victor-Hugo, SAINT-NAZAIRE - 40.66.33.64

**– Parce que la vie collective suscite
sans cesse des besoins nouveaux.**



Tous les secteurs de la vie collective sont en mutation. Les évolutions sociologiques et l'apparition constante de nouvelles données technologiques qui les accompagnent conduisent les collectivités à formuler des choix stratégiques et à évaluer leurs nouveaux besoins.

Pour répondre à ces enjeux, le Groupe GIFCO met à la disposition des collectivités ses compétences et ses moyens.

Présent au cœur de toutes les régions, le Groupe GIFCO répond aux besoins des collectivités.

DES RÉPONSES POUR LES COLLECTIVITÉS

 **groupe gifco**